

# CROISSANCE ET ENVIRONNEMENT

## EC1: Montrez que le PIB ne permet pas d'évaluer la soutenabilité de la croissance. (3 points)

- **Description « PIB » (/0,25)** : Le Produit intérieur brut est l'agrégat de mesure de toutes les productions légales (marchandes et non marchandes) effectuées par les unités productives résidentes et donnant lieu à rémunération des travailleurs sur un territoire donnée pendant une période donnée.
- **Description « croissance » (/0,25)** : L'augmentation à long terme de cet agrégat (en volume) mesure la croissance économique c'est-à-dire l'accroissement durable des quantités de biens et services fabriqués (TCAM PIB).
- **Description « soutenabilité » (/0,5)** : se dit des activités humaines d'aujourd'hui qui ne remettent pas en cause celles des générations futures en termes de préservation des écosystèmes, d'un degré acceptable d'inégalités et de la possibilité de continuer à produire suffisamment pour répondre aux besoins (croissance soutenable = développement durable).
- **Explication 1 (/1)** : Le PIB additionne toutes les productions, qu'elles soient bénéfiques ou nuisibles à l'environnement.
- **(Illustration)** : la production agricole de légumes a la même VA dans le PIB qu'elle soit le fait d'une production intensive utilisant engrais, pesticides et fongicides ou dans un cadre Bio.
- **Explication 2 (/1)** : Le PIB ne retranche pas les nuisances (externalités négatives) occasionnées par la production de B&S. **Illustration** : La production de papier d'une industrie papetière fait augmenter le PIB mais la pollution de l'eau, la destruction éventuelle de forêt occasionnées ne sont pas retranchées.
- **Conclusion** : Le PIB qui n'a pas été conçu pour cela, ne permet pas d'orienter les décisions publiques en faveur d'une croissance soutenable / d'un développement durable car il est aveugle (indifférent) à cette dimension qualitative de la production.

## EC1: DISTINGUEZ ENTRE LES INSTRUMENTS DES POLITIQUES CLIMATIQUES QUI RECOURENT À L'INCITATION ET CEUX QUI RECOURENT À LA CONTRAINTTE.

- définition: La politique climatique peut être définie comme un ensemble de décisions prises par les pouvoirs publics afin de prendre en compte le problème du réchauffement climatique. Comme toute politique, elle utilise des instruments en vue de la réalisation de certains objectifs, en particulier la réduction des émissions des gaz à effets de serre (qui est une externalité négative = conséquence néfaste d'une action d'un agent sur un autre qui n'est pas prise en compte par le marché).

3 grandes catégories d'instruments : - Règlementation (lois, normes) ; - Taxation ; - Marché de quotas d'émission.

Le premier repose sur la contrainte, les deux autres sur des formes d'incitation.

- explication:

Les instruments réglementaires (normes) visent à imposer ou à interdire certains types de comportements aux agents économiques. Il s'agit, par une loi ou un règlement, visant à interdire ou à limiter des comportements polluants.

- **Exemples** : normes de rejet : imposer par exemple un plafond d'émission de gaz polluant ex. rejet de CO<sub>2</sub> dans l'industrie du ciment ; interdiction de circulation dans les villes ; limitation de vitesse en cas de dépassement des normes de pollution...

Normes de produit : Normes thermiques pour les bâtiments ; normes de performances pour les moteurs des automobiles (rejet de CO<sub>2</sub>).

- **Les instruments incitatifs** visent à modifier les habitudes ou les calculs des acteurs en rendant plus ou moins chers les comportements polluants. Ils gardent une capacité de choix.

- En imposant le paiement d'une taxe, on augmente le prix de la consommation d'énergie, en donnant un bonus fiscal lors de l'achat d'un véhicule moins polluant, on incite au renouvellement du parc automobile.

- Grâce aux permis d'émission, aux quotas échangeables (« Marché carbone »), on attribue à chaque entreprise polluante un permis (quota) d'émettre une certaine quantité de CO<sub>2</sub>. Si elle dépasse son quota, elle est obligée d'acheter des quotas supplémentaires sur le marché. Par contre, si elle n'a pas utilisé son quota, elle peut le vendre sur le marché. Cela incite les entreprises polluantes à moins polluer pour ne pas avoir à acheter des crédits carbone ou pour amortir ses investissements de dépollution en vendant ses excédents de quotas.

- conclusion: ces différents instruments sont complémentaires.

### **EC1: Quelles sont les relations entre capital naturel et croissance ? (3 points)**

- **Définitions**: Croissance : accroissement de la production sur longue période. Le Capital naturel : stock des ressources naturelles (renouvelables ou non) pouvant servir à la production

Les relations sont à double sens :

- **explication**: Capital naturel → croissance : plus un territoire est riche en capital naturel plus il a le potentiel pour produire davantage...Ce qu'il ne fait pas toujours (ex richesse du sous sol du Congo mais pauvreté de la population...par contre la richesse du sous sol des USA a permis leur rapide croissance au XIX<sup>e</sup> siècle.

Croissance → capital naturel : plus le PIB/hab. est fort plus le prélèvement sur le capital naturel est important. Ce sont donc les pays les plus riches (qui ont connu ou connaissent encore une croissance élevée comme la Chine) qui dégradent le plus le capital naturel mondial. Cependant, plus la croissance est forte, plus des ressources économiques additionnelles peuvent permettre d'innover et de réduire la consommation de ressources naturelles pour produire/consommer (substitution ou réduction des méfaits comme recherche à la faire l'Union Européenne).

conclusion: les relations entre croissance et capital naturel sont fortes

### **EC1: Quelles sont les conséquences de l'instauration d'une taxation écologique ?**

**Définition** : taxe visant à limiter la pollution ou les atteintes à l'environnement d'une activité économique particulière. Par exemple, sur les émissions de CO<sub>2</sub> (taxe carbone) , sur les déchets polluants (éco-participation en France)...

- **conséquences**: taxe → renchérissement des coûts de P<sup>o</sup> ou du prix. que les entreprises vont donc intégrer ↔ internalisation du coûts des externalités négatives → modification des comportements vers des produits moins polluants, moins consommateurs d'énergie, fabriqués avec des matériaux plus écologiques → Baisse des atteintes à l'environnement.

- Exemple : éco-participation (qui vient augmenter le prix de l'électroménager, des appareils informatiques et électroniques → hausse du prix des appareils → renouvellement moins rapide de ces appareils → moins de gaspillages, moins d'utilisation de matières premières et d'énergie pour produire.

De plus, principe du double avantage : non seulement l'écotaxe permet de réduire les atteintes à l'environnement, mais en plus elle permet de dégager de nouvelles recettes pour l'État qui pourra alors investir dans la R&D (recherche de technologies propres), mener des politiques de mise en œuvre du développement durable (programme d'aide à l'isolation des habitations par ex), ou redistribuer en faveur des ménages les plus modestes (solidarité nationale).

### **EC1: Comment la taxation permet-elle d'agir sur la préservation de l'environnement?**

- définition: la taxation est l'un des outils de la politique climatique. Elle prend la forme d'une taxe qui pénalise la produits polluants; C'est une « éco-taxe ». mais comment permet-elle de préserver l'environnement?

- Comment= par quels moyens, par quels mécanismes

- explication: l'Etat peut utiliser 3 instruments pour mener sa politique climatique: la réglementation, le marché de quotas et la taxation. Cette dernière repose sur le principe du « pollueur-payeur ». Celui qui pollue paie. C'était le principe de la taxe carbone ...qui finalement a été supprimée.

La taxation répond au principe pollueur-payeur. Elle a pour but d'endogénéiser les externalités négatives ( expliquez...) sur l'environnement résultant de la production et/ou de la consommation.

- La taxe renchérit le prix du produit car les entreprises qui la payent répercutent cette taxe sur le prix des produits. Au final c'est le consommateur qui est pénalisé et qui espère-t-on se tourneront alors vers des produits moins polluants.

De plus, l'Etat récupère le produit de la taxe et peut alors réparer les dégâts de la pollution.

- conclusion: La taxation peut donc être un outil efficace pour la préservation de l'environnement, mais elle risque de pénaliser les entreprises du pays qui la pratique si les autres pays ne le font pas. la taxe doit être acceptée, ce qui ne fut pas le cas de l'écotaxe en France qui fut combattue par les « bonnet rouges » en Bretagne et qui poussa le gouvernement à l'annuler;

- Elle doit donc être complétée par les 2 autres instruments.

### **EC1: Montrez ce qui différencie une approche en termes de soutenabilité faible et une une approche en termes de soutenabilité forte.**

#### **Approche en termes de soutenabilité faible :**

On considère que l'épuisement du stock de capital naturel peut être compensé par l'augmentation du stock de capital physique et/ou humain et/ou institutionnel. Le capital physique/humain et/ou institutionnel peut parfaitement se substituer au capital naturel. (capitaux parfaitement substituables) Il en découle que la préservation du capital naturel n'est pas une nécessité absolue. Et qu'il y a donc la possibilité de maintenir un fort taux de croissance économique.

**Approche en terme de soutenabilité forte:**

On considère que l'épuisement du capital naturel est un grave problème puisque le capital physique/humain ne peut pas se substituer au capital naturel. (→ capitaux non substituables). Il faut alors préserver le plus possible le stock de capital naturel. Ce qui entraîne la nécessité de limiter le taux de croissance économique.

( on peut approfondir avec le cours)

**EC1: Expliquez le fonctionnement d'un marché des quotas d'émission.**

Marché de Quotas d'émission de gaz à effet de serre : système d'échange proposé par le protocole de Kyoto consistant à fixer une limite d'émission de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>) aux entreprises, et de donner la possibilité aux entreprises ne pouvant respecter cette limite d'acheter des droits à des entreprises ayant réussi à émettre moins de gaz que la limite fixée. Un marché des quotas d'émission met en présence des offreurs et des demandeurs de quotas d'émission c-a-d de quantité d'autorisation de pollution.

Un marché des quotas d'émission a pour objectif de réduire les quantités de GES émis dans l'atmosphère en réinternalisant une externalité négative. C'est un outil de politique climatique. 1 pt

Sur ce marché, l'O émane des agents pouvant vendre des quotas d'émission tandis que la D provient des agents ayant besoin de quotas supplémentaires. O et D s'ajustent en fonction du px du permis (par exemple, le px d'une tonne de CO<sub>2</sub>). Cet outil a une action sur les quantités = contrôle des quantités. => incitation à changer de comportement, laisse le « choix », logique de marché car celui qui a les moyens de continuer peut le faire. 1,5 pt

Illustration – Par analogie, fournir une voiture avec une quantité d'essence qui permet de faire le trajet si la vitesse limitée est respectée, si on roule au-delà, on doit payer le complément, si on roule en-dessous, on peut le revendre.